

Présentation de l'ouvrage

Altay Manço et Claudio Bolzman

Parti de la volonté de donner un retentissement international à divers travaux sur les notions complémentaires du développement local, d'une part, et du transnationalisme, d'autre part, ce livre regroupe diverses contributions illustratives articulées à l'aune des apports à ce champ de l'approche interculturelle.

Un premier noyau des textes présentés dans ce volume fut produit à l'occasion du troisième congrès de l'AIFRIS (Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale). Ce congrès fut tenu du 21 au 24 avril 2009 à Hammamet en Tunisie. Il avait une question pour thème général : « *Quelles références pour quelles pratiques en intervention sociale dans un monde en mutation ?* »

L'AIFRIS est une association internationale sans but lucratif de droit belge situé à Bruxelles. Elle fut créée à la suite des deux premiers congrès internationaux des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale (Caen en 2005, Namur en 2007), les participants ont décidé de se structurer en la créant le 28 juin 2008 à Paris. Elle a pour but de promouvoir le développement scientifique, pédagogique, professionnel et le rayonnement international de l'intervention sociale. Elle vise, dans un esprit pluraliste, à développer les moyens d'échange entre formateurs, chercheurs et professionnels de l'intervention sociale. Elle propose des espaces de rencontre pour faire le point d'une part sur les recherches scientifiques, les expériences pédagogiques et les pratiques professionnelles, et d'autre part sur les transformations socio-économiques contemporaines. Elle se propose notamment d'organiser tous les deux ans un congrès international. Le prochain congrès se tiendra durant l'été 2011 à Genève. La langue française est la langue de l'association. Les partenaires fondateurs de l'AIFRIS viennent de Belgique, France, Mali, Québec, République démocratique du Congo, Roumanie, Suisse, Tunisie.

Un congrès ...

Le Troisième Congrès international des formateurs et des professionnels de l'intervention sociale de l'AIFRIS a permis le rassemblement de près de 500 participants (chercheurs, enseignants universitaires, formateurs spécialisés, administrateurs, agents de l'intervention sociale divers) provenant de France, Belgique, Québec, Suisse, Tunisie, Mali, Portugal, Roumanie, Turquie, Tchad, République Démocratique du Congo, Maroc, Algérie. Les thématiques abordées ont porté sur les articulations entre pratiques sociales et référentiels, dans les champs larges de l'intervention sociale et du développement. Le congrès s'est voulu un lieu d'analyse et d'échanges réflexifs par rapport à l'évolution des interventions sociales

dans le contexte mouvant des politiques sociales, afin, d'une part, de saisir et de décoder les pratiques se développant sur le terrain de la réalité sociale et, d'autre part, d'appréhender les relations qu'entretiennent les pratiques actuelles avec celles d'hier et celles d'ailleurs, permettant ainsi, par l'apport des regards divers et variés de praticiens, formateurs et chercheurs de l'intervention sociale des différents pays et dresser dans une perspective internationale une véritable topographie du travail social.

Les travaux présentés dans ce volume ressortissent plus particulièrement de la session « *Entre mutations sociales, mutations politiques de développement et transformation des références, quelles articulations ?* ». Cet axe explore les influences complexes et réciproques qu'entretiennent les contingences de la sphère politique et les transformations du rôle de l'État, les « métamorphoses de la question sociale » et en particulier le développement de nouvelles vulnérabilités sociales, et les changements de paradigme et de valeurs en matière d'intervention sociale et de développement. Dans un esprit de dialogue, le volume s'ouvre également à quelques travaux hors congrès qui ont pour but de compléter le corpus et de l'ouvrir au débat international selon les thématiques clés qui sont les nôtres, à savoir : l'interculturel, le développement local, les relations transnationales et le travail social, au sens large.

Le livre ...

L'ouvrage *Transnationalités et développement local : rôles de l'interculturel* est structuré en cinq parties. Après l'introduction qui précise les enjeux des débats, une partie discute des liens entre *développement local et transnationalité* à travers quatre contributions. Suit la partie sur les *interventions interculturelles dans des situations de transnationalité*. Une partie est consacrée à la *pratique des formations en contexte transnational*. Quatre exemples sont présentés. Enfin, une carte blanche sur les *relations interculturelles* clôturera le volume.

Le texte « *Interculturalité et travail social : nouvelles réalités internationales et nouveaux défis transnationaux. Vues d'Espagne ... transposables ailleurs ...* » de **Montserrat Feu** de l'Université Ramon Llull de Barcelone introduit le livre. Pour Feu, les travailleurs sociaux espagnols se sont trouvés confrontés, ces dernières années, à des réalités sociales nouvelles et changeantes. Des transformations économiques, politiques et sociales importantes se sont produites en Espagne, parallèlement au développement du système démocratique, avec des répercussions à tous les niveaux de la société. Dans le même temps, le pays, habitué plutôt à l'émigration de ses ressortissants, a également été confronté à d'importants mouvements migratoires venus de multiples

contrées, mais surtout des pays d'Amérique latine et d'Afrique. Si l'Espagne est devenue un des points de passage majeur vers le reste de l'Europe, ce pays reste lui-même très attractif, malgré ses lois d'immigration et sa politique des frontières très restrictives. On peut ainsi dire que la société espagnole s'est largement « multiculturalisée ». Face à cette nouvelle réalité, les structures sociales et de développement local ont rencontré et rencontrent encore de multiples difficultés, l'objectif étant de favoriser l'accueil et l'intégration des migrants et d'assurer une certaine cohésion sociale, notamment à travers des comparaisons transnationales.

La partie « Développement local et transnationalité » s'ouvre avec la contribution « Interculturalité, interdisciplinarité et développement : les enjeux pour la formation et les pratiques en travail social » de Michèle Vatz Laaroussi de l'Université de Sherbrooke. A partir d'une présentation des grandes tendances de l'intervention interculturelle contemporaine, l'auteure s'intéresse à deux dimensions : l'interdisciplinarité comme vecteur de transformation des pratiques et le développement social comme finalité dans des sociétés en mutation. Partant de pratiques visant la citoyenneté, l'intégration et la reconnaissance, elle réfléchit sur quelques référents conceptuels liés au développement social, et ce, dans le cadre de sociétés dites développées, mais aussi pour celles dites en développement : émancipation, participation, conscientisation, prise de pouvoir, mais également « décolonisation des savoirs » et « réancrage du pouvoir d'agir ». Cette réflexion, enrichie par plusieurs exemples de pratiques d'intervention sociale avec des migrants, des réfugiés et des réseaux dans les pays d'origine et d'accueil, permet d'analyser les diverses articulations conceptuelles et pratiques de ce trio : interculturalité, interdisciplinarité et développement. Vatz Laaroussi identifie en particulier trois articulations originales : l'une place le développement au cœur de l'interculturalité et de l'interdisciplinarité dans un rapport d'échanges et de réciprocité. La deuxième situe l'interculturalité comme le résultat du développement avec la contribution de la perspective interdisciplinaire. La troisième, enfin, situe l'interculturalité et l'interdisciplinarité comme les antécédents logiques du développement. L'ensemble de cette réflexion repose sur des recherches, formations et actions menées avec des immigrants et réfugiés de diverses communautés, mais aussi avec des intervenants au Québec, plus largement au Canada et dans le cadre de collaborations avec des collègues de divers pays d'accueil comme la Belgique, la Suisse et l'Espagne, mais aussi des pays d'origine comme le Sénégal, le Maroc et la Colombie.

L'article suivant, « *Le co-développement en Belgique : identification des acteurs, des pratiques et des besoins dans un cadre international* » proposé par **Altay Manço** et **Claudia Florio** de l'IRFAM, est un survol

des visions et des acteurs associatifs, situés principalement en Belgique francophone, et impliqués dans des actions de « co-développement ». Une définition de ce concept est construite à travers l'étude des textes politiques, ainsi qu'une réflexion quant aux critères d'évaluation des actions menées en cette matière. La démarche s'intègre dans une recherche plus vaste visant la constitution d'outils d'information, de même que d'outils d'évaluation et de formation pour intervenants sociaux et responsables associatifs dans ce domaine.

Jules Bagalwa Mapatano est l'auteur de l'article « *Les réseaux diasporiques africains de Suisse entre 'intégrationnisme' et transnationalisme* ». Il montre que les théories dominantes des migrations internationales ont longtemps perçu le destin des immigrés sous un seul prisme : leur intégration, voire leur assimilation complète dans leurs sociétés d'accueil et leur rupture avec leurs sociétés d'origines. Plusieurs facteurs ont concouru à la création de cette réalité qui est de plus en plus dévolue aujourd'hui. En effet, si cette vision n'a pas totalement disparu de certaines analyses, si elle est prescrite dans des discours politiques, force est de constater, avec l'auteur, que la nouvelle dynamique des processus migratoires est à « l'écartèlement » stratégique plus au moins équilibré des immigrés. Ils investissent dans des logiques visant leur intégration dans les pays d'accueil au Nord, en même temps qu'ils reconstruisent des liens forts avec leurs sociétés d'origine au Sud. Le premier terme permettant souvent au deuxième de se réaliser avec succès. Les relations que les immigrés reconstruisent avec leurs groupes d'appartenance au Sud impliquent divers types de bénéfices partagés avec divers « partenaires ». Les travaux phares de Portes sur le développement par l'exil, à partir de l'exemple des immigrés latino-américains aux Etats-Unis, théorisent ces dynamiques au cœur des nouvelles diasporas. Dynamiques que cet auteur désigne par *transnationalisme*.

Une équipe turque y apporte une illustration dans son « *Emigrations vers la Belgique : quels effets sur Emirdağ (Turquie) ?* ». **Hakkı Yazıcı**, **Nusret Koca** et **Murat Köktepe** de l'Université d'Afyon rappellent que l'origine géographique des citoyens turcs vivant dans différents pays d'Europe renvoie spécifiquement à certaines localités. La commune d'Emirdağ en est un bon exemple : environ 40 % des Turcs et personnes originaires de Turquie vivant en Belgique sont de cette commune du centre de l'Anatolie. Le fait n'est pas sans influencer de façon importante la structure culturelle, économique et sociale de la commune. Dans cette étude, les chercheurs tentent d'identifier ces influences transnationales et leurs conséquences.

La section « *Interventions interculturelles et transnationalité* » commence avec « *Gouvernance locale des diversités et solidarités internationales* :

perspectives liégeoises » par **Altay Manço**, de l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations, **Andrea Gerstnerova** de l'Université Charles de Prague et **Dany Crutzen**, Initiative Locale d'Accueil d'Assesse. A l'est de la Belgique francophone, Liège n'est certes qu'une « petite ville » comparée aux métropoles européennes. Pourtant, Liège a « tout d'une grande » en matière d'immigration ! Centre d'industrialisation de la première heure en Europe, elle a vu déferler de très nombreuses vagues de migrants internes et externes à la Belgique, d'abord, puis, très vite, internes et externes au continent européen. Ces migrations ont pendant plus d'une centaine d'années modelée la population de cette cité du charbon et de l'acier. Les générations de migrants n'ont pas hésité à transmettre certaines de leurs diversités à leurs jeunes occasionnant, dans certains cas, des phénomènes de concentration géographiques (marché du logement), sectoriels (marché de l'emploi), etc. aidés en cela par la structure même de ces marchés pas toujours ouverts de la même manière à tous les publics. Les concentrations des populations immigrées se manifestent encore par une autre figure, selon les auteurs : c'est la possibilité pour elles de se structurer en associations, de se donner des représentants, d'établir leurs commerces, etc. se rendant ainsi de plus en plus visibles dans l'espace public. Les populations issues des migrations suscitent alors le débat sur leur présence, légitimité, diversités, adaptabilité, replis, ... La ville, ses institutions et d'autres pouvoirs et entités locaux ont ainsi développé des instruments et des politiques afin de participer et de gérer ce débat autour de l'immigration. Cette petite ville dispose, par exemple, de plusieurs institutions spécifiques travaillant autour des questions d'immigration, d'intégration, d'exclusion, de discrimination, ... Elle compte plusieurs centres de recherche spécialisés dans le domaine, de très nombreuses associations occupant le champ du travail avec les populations immigrées, réfugiées, et bien d'autres ressources encore. Le développement, à Liège, d'instances de pilotage en est un des signes, comme la possibilité de lier cette dynamique au niveau européen.

« *Melilla : enclave espagnole anachronique ou laboratoire de l'interculturalité ?* » de **Robert Scarpa** de la Haute Ecole de Namur est une autre étude locale. Melilla est une ville autonome espagnole enclavée sur la côte méditerranéenne du Maroc, au nord-est du Rif. L'agglomération est divisée en trois zones : la première est constituée du vieux port fortifié. La seconde s'est construite au début du 20^e siècle et possède des édifices classés. La troisième zone est la ville moderne, elle-même divisée en quartiers chics proches du centre et quartiers populaires situés dans la périphérie. Melilla est liée au monde militaire et aux guerres, ainsi qu'aux conquêtes médiévales espagnoles au Maroc.

L'auteur montre comment la ville cherche à valoriser ses ressources interculturelles.

La gouvernance locale est aussi le sujet de « *Les Malgaches face à la bonne gouvernance* » d'**Emmanuel Jovelin** de l'Université Catholique de Lille. En effet, le thème entretient la conscience collective des Malgaches depuis longtemps. Le discours sur la gouvernance dans son sens moderne est né, quant à lui, aux Etats-Unis, au lendemain de la crise de 1929. On pose, toutefois, la question de la validité épistémologique de la gouvernance. La gouvernance est cependant, selon Jovelin, un concept, partagé par de nombreux Etats, dont Madagascar. Bien que les idées qui s'y rapportent aient été déterminées dans un monde de culture anglo-saxonne, la gouvernance a dû se frotter à l'histoire contemporaine pour gagner des galons. Le cheminement de la réflexion pour faire de la gouvernance un mode de pensée plus complet et plus englobant trouve sa source dans l'expérience du développement en Afrique.

La partie « *Formations et interventions transnationales* » s'ouvre avec l'article de **Claudio Bolzman** et **Ibrahima Guissé** de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) sur le thème de « *La formation des étudiants : réalités et obstacles à la mobilité transnationale dans les rapports Nord-Sud* ». D'après les auteurs, la mobilité transnationale des étudiants est considérée comme une valeur importante par les établissements d'éducation supérieure et les gouvernements européens. Le fait d'effectuer une partie ou la totalité des études à l'étranger est perçu comme une opportunité d'accroître le capital humain des étudiants et, par là, leur employabilité sur un marché du travail devenu plus concurrentiel et flexible. Toutefois, lorsque l'on observe la situation de la majorité des étudiants en provenance des pays africains et latino-américains dans les Etats européens, on constate une certaine précarisation de leurs conditions de vie pendant les années de formation, et ceci tant sur le plan du statut juridique que sur le plan économique, ce qui peut avoir des effets sur leur rendement académique. De plus, certains Etats n'autorisent pas l'accès à l'emploi de ces étudiants une fois leur formation achevée. Ils ne peuvent souvent pas non plus trouver un travail en lien avec leur diplôme dans leur pays d'origine. Ainsi, plutôt que l'accroissement de leur employabilité, on observe un phénomène de gaspillage de cerveaux ou alors une mobilité obligatoire vers des Etats tiers, notamment d'Amérique du Nord ou d'Océanie, où les risques de déqualification sont aussi bien présents. Les auteurs se demandent si dans ce cas, plutôt que d'envisager les rapports Nord-Sud en termes de « brain drain » ou de « brain gain », on ne devrait pas plutôt s'interroger sur l'émergence d'une forme de « brain waste ».

« *Aide au développement des pays du Sud en ingénierie de formation en travail social : un espace d'ajustement interculturel France/Afrique* » est un texte d'**Ahmed Lemligui** de l'IRTS de Bretagne. Pour l'auteur, les initiatives d'aide au développement des pays du Nord au profit des pays du Sud ont pris un essor important dans le secteur économique. Elles ont connu une diversification de leur nature, notamment par une prise en compte de la dimension sociale comme élément fondateur concourant au développement. Dans cette optique, la promotion de la formation des acteurs locaux du social est devenue prioritaire. Cet axe suscite de plus en plus l'intérêt des formateurs en travail social des pays du Nord qui cherchent à construire des projets de formation auprès des travailleurs sociaux des pays du Sud. Et c'est dans cette perspective que s'inscrivent les expériences que Lemligui relate. Les expériences menées marquent le début d'un processus qui demande à être étendu dans le respect d'un ensemble de principes qui prennent en compte notamment les particularités historiques et culturelles des pays dans lesquels s'envisagent les actions de formation. Le propos se veut un témoignage et un reflet d'expériences de mise en place de programmes d'aide au développement en matière d'ingénierie pédagogique et d'organisation de séquences de formation continue en travail social en Afrique. La première a lieu auprès de travailleurs sociaux intervenant pour une dizaine d'ONG marocaines qui oeuvrent auprès des enfants des rues. La seconde concerne des travailleurs sociaux du Congo Brazzaville.

L'article « L'ingénierie de formation au risque de l'Afrique : l'exemple tchadien » d'**Antoine Hamon**, Institut Régional du Travail social de Basse-Normandie, et de **Robert Bambé**, Ecole Nationale des Agents sanitaires et sociaux du Tchad, relate des expériences similaires à l'article précédent. Le texte est à deux voix et retrace la coopération entre deux écoles. Il pose les enjeux des échanges entre des formateurs supposés partager au départ une même vision du travail social, mais très vite l'asymétrie des positions des uns et des autres et les différences culturelles nécessitent la mise en place des processus garantissant un véritable échange interculturel pour assurer le succès de la coopération.

Illustrer et analyser des échanges entre écoles est aussi le propos de **Claire Walthéry**, de la Haute Ecole HELMO/ESAS. Son article « *Réseau Liège/Tanger : partenariat entre écoles d'action sociale* » est une contribution peu conventionnelle. Elle explique : « *Nous écrivons à plusieurs mains en nous basant sur de courts textes de diverses personnes ayant participé au projet de partenariat. Nous allons vous raconter une histoire, l'histoire en évolution d'un projet de partenariat entre deux instituts de formation en travail social* ». C. Walthéry illustre également l'ensemble de l'ouvrage avec ses photos portant sur l'expérience de son école : « *Signes, designs, matières, temps, mouvements, sourires, reflets,*

liens, plaisirs, attentes, désirs, voyages, histoires, vêtements, couleurs, lumières, regards ... petits instants vivants captés par ma boîte magique tout au long de cette aventure transnationale et interculturelle entre Tanger et Liège. »

Enfin, en guise de conclusions de ce cahier sur le transnationalisme et le développement, nous avons confié à l'historien à **Hedi Saidi**, membre associé du Groupe d'Etudes et de Recherches en Travail social à l'Institut Lille-Vauban et chercheur invité à l'Université de Tunis I, une chronique historique libre : « *Rencontre des civilisations : chronique des opportunités gâchées* ». L'auteur nous retrace, à travers de nombreux exemples liés aux relations entre le monde musulman et l'Occident, la vaine recherche de supériorité des peuples et la nécessité de construire des ponts entre cultures et rives de la Méditerranée.